

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

- Fonction du droit : structurer les rapports en société.
- Différence règle de droit/ règle de conduite ou morale : la règle de droit est sanctionnée en cas de non respect. On parle de règle coercitive.

La règle de droit est :

- générale et impersonnelle (« La règle de droit concerne chacun et ne désigne personne en particulier » Jean-Luc Aubert)
- obligatoire
- abstraite

- **Droit objectif/ droits subjectifs**

Droit objectif : ensemble des règles qui s'appliquent à tout le monde de la même façon.

Droits subjectifs : ils découlent du droit objectif ; ce sont les prérogatives détenues par chaque individu (droits patrimoniaux et extrapatrimoniaux).

- **Règles impératives/supplétives**

Les règles impératives s'imposent sans que l'on puisse y déroger. Elles sont d'ordre public.

Quand les personnes ont la possibilité d'organiser librement leurs relations juridiques, si elles ne le font pas, elles sont alors soumises à la règle prévue : la règle est alors supplétive.

Exemple : si des futurs époux ne prévoient pas de faire un contrat de mariage (séparation de biens ou communauté universelle), c'est le régime légal qui s'applique (communauté réduite aux acquêts) → application de la règle supplétive.

- **Les sources du droit**

- formelles : Constitution (et bloc de constitutionnalité : préambule de 1946, déclaration droits de l'homme et du citoyen de 1789, charte de l'environnement de 2012) + lois + règlements.
- informelles : jurisprudence + principes généraux du droit + doctrine + coutume

- **La hiérarchie des normes** : classement hiérarchisé de l'ensemble des normes qui composent le système juridique d'un Etat de droit ; chaque norme inférieure doit se conformer à la norme supérieure (hiérarchie représentée sous forme pyramidale)

- **Les ordres de juridiction et les degrés de juridiction**

Il y a deux ordres de juridictions : l'ordre judiciaire et l'ordre administratif.

- **Ordre administratif** : les juridictions administratives traitent des litiges entre les particuliers et les administrations. Tribunal administratif (1^{er} degré de

juridiction), Cour administrative d'appel (2^{ème} degré de juridiction), Conseil d'Etat.

- **Ordre judiciaire** : les juridictions de l'ordre judiciaire sont compétentes pour régler les litiges opposant les personnes privées (**juridictions civiles**) et pour sanctionner les auteurs d'infractions pénales (**juridictions pénales**)

○ **Juridictions pénales**

- **Tribunal de police** (infractions entraînant des contraventions)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Tribunal correctionnel** : (délits passibles d'emprisonnement jusqu'à 10 ans maximum et/ou de TIG, amende)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Cour d'assises** : crimes (infractions passibles de la réclusion jusqu'à perpétuité)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Cour d'appel** ou **Cour d'assises d'appel**
→ 2^{ème} degré de juridiction
- **Cour de cassation** (chambre criminelle)

○ **Juridictions civiles :**

- **Tribunal judiciaire** (remplace les Tribunaux d'instance et TGI depuis la réforme Belloubet - 23 mars 2019)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Tribunal de commerce** (litiges entre commerçants ou sociétés commerciales)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Conseil des prud'hommes** (litiges entre salariés/apprentis et employeurs)
→ 1^{er} degré de juridiction
- **Cour d'appel**
→ 2^{ème} degré de juridiction
- **Cour de cassation** (3 chambres civiles, 1 chambre sociale et 1 chambre commerciale)

Le principe du double degré de juridiction

Chaque affaire peut être jugée **en fait et en droit** 2 fois : juridiction de 1^{er} degré + cour d'appel. On parle de **juridictions de fond**

Les Cour de cassation/Conseil d'Etat ne sont pas un 3^{ème} degré de juridiction. Les magistrats ne «rejugent» pas les faits une 3^{ème} fois mais s'assurent que les juges du fond ont correctement interprété et appliqué la loi. On parle de **juridictions de droit**.

Un jugement rendu en 1^{er} et dernier ressort est un jugement non susceptible d'appel.

- **Les divisions du droit**

- **Droit public** : droit administratif + droit des finances publiques + droit constitutionnel + droit international public (ensemble des règles juridiques régissant les rapports entre États ou organisations internationales).
- **Droit privé** : droit civil + droit commercial + droit international privé (ensemble des règles qui gouvernent les relations entre personnes privées soumises à des législations d'États différents → quelle loi appliquer ? quelle juridiction compétente)
- **Droit mixte** : droit pénal + droit social + droit processuel

Distinction droit privé/public → différence quant à l'**objet** et à la **finalité**

Objet :

- droit **privé** → régit les rapports des **particuliers** entre eux.
- droit **public** → régit les rapports entre **l'Etat et les collectivités publiques** et entre **personnes privées et personnes publiques**.

Finalité :

- droit **privé** → satisfaction de **l'intérêt particulier**.
- droit **public** → satisfaction de **l'intérêt général**.

Le droit mixte relève à la fois du droit privé et du droit public.

- **Les grands principes de la justice**

- Principe d'**égalité** devant la justice
- Principe de **gratuité** de la justice
- Principe de **permanence des juridictions**
- Principe de la **publicité des décisions de justice**
- Principe du droit à un procès **équitable**